

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.767/4
DU 2 MAI 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre du Budget, le 4 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant création du Comité d'audit de l'Administration fédérale (CAAF)", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. L'article 12, alinéa 1^{er}, du projet prévoit que :

"Le Comité d'audit de l'Administration fédérale adhère aux normes professionnelles reconnues au niveau international ou européen pour la pratique de l'audit interne, éventuellement précisées ou complétées par la législation et la réglementation applicables à l'État fédéral. [...]."

.../...

Le rapport au Roi qui accompagne le projet précise :

"L'article 12 doit donc être lu en parallèle avec l'arrêté royal du */*/* relatif aux activités d'audit interne au sein de certains services du pouvoir exécutif fédéral, qui prévoit que les activités d'audit interne doivent s'exercer dans le respect des normes professionnelles acceptées au niveau international et européen (normes et code de déontologie de l'Institute of Internal Auditors pour la pratique professionnelle de l'audit interne)."

Une telle disposition est trop imprécise, comme la section de législation du Conseil d'État l'a également relevé dans son avis 42.545/4, donné le 16 avril 2007, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 26 mai 2002 relatif au système de contrôle interne au sein des services publics fédéraux", ainsi que dans son avis 42.766/4, donné ce jour, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux activités d'audit interne dans certains services du pouvoir exécutif fédéral".

L'article 12, alinéa 1^{er}, du projet devrait donc mieux identifier dans le texte ces normes internationales et européennes et le cas échéant, habilitier le Ministre du Budget à en compléter la liste.

2. Selon l'article 1^{er} du projet, il aura vocation à s'appliquer tant aux services de l'administration générale qu'à d'autres services énumérés limitativement dans cet article.

Pour ce qui concerne les services de l'administration générale (services publics fédéraux, services publics fédéraux de programmation et Ministère de la Défense), les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution confèrent au Roi le pouvoir de régler l'organisation de ces services ⁽¹⁾. Tant la jurisprudence que la doctrine déduisent des dispositions constitutionnelles précitées que la création et l'organisation des services de l'administration générale sont de la compétence exclusive du Roi ⁽²⁾.

(1) Voir l'avis 37.904/4, donné le 22 décembre 2004, sur une proposition de loi "visant à créer un SPF Migrations, à supprimer l'Office des étrangers et à transférer les missions de politique des étrangers et d'asile du SPF Intérieur au SPF Migrations" (Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n/ 1465/002).

(2) Voir notamment : arrêt de la Cour d'arbitrage, n/ 99/2004, du 2 juin 2004, cons. B.6.2.; J. Velaers, *De Grondwet en de Raad van State, afdeling wetgeving*, Maklu, Anvers, 1999, p. 369; F. Delpérée, *Le droit constitutionnel de la Belgique*, Bruylant, Bruxelles, 2000, § 898.

La Régie des Bâtiments, le Bureau fédéral du Plan, l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire, l'Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile, le Service des pensions du secteur public et l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé sont des organismes d'intérêt public (dotés de la personnalité juridique), classés dans la catégorie A, telle que visée dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Or, comme la section de législation du Conseil d'État l'a rappelé souvent, c'est au législateur qu'il appartient de régler les éléments essentiels de l'organisation, du fonctionnement et du contrôle des organismes d'intérêt public.

La loi du 16 mars 1954 ne contient aucune habilitation au Roi quant au système de contrôle interne des organismes d'intérêt public. Parmi les dispositions visées au préambule, seul l'article 6 de la loi du 1^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments prévoit explicitement :

"La Régie organise un contrôle interne et un audit interne. Leur organisation et leur structure sont définies par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres."

Néanmoins, le Roi ayant été habilité à régler, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'organisation et le fonctionnement de différents organismes d'intérêt public par l'article 2, alinéa 2, de la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, l'article 63 de la loi-programme du 19 juillet 2001 (en ce qui concerne l'Agence fédérale d'accueil des demandeurs d'asile)⁽³⁾, l'article 30 de la loi du 12 janvier 2006 portant création du "Service des Pensions du Secteur public" et l'article 22 de la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, ceux-ci peuvent aussi servir de fondement légal à l'arrêté en projet.

⁽³⁾ L'attention des auteurs du projet est cependant attirée sur ce que cet article 63 est abrogé par l'article 70 de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, et ce, à une date à déterminer par le Roi en application de l'article 74 de la même loi. À cette même date le fondement légal de l'arrêté en projet sera procuré, pour ce qui concerne l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile par l'article 55, alinéa 2, de la loi du 17 janvier 2007, précitée.

En ce qui concerne le Bureau fédéral du Plan, l'article 124 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses ne procure pas de fondement légal à l'arrêté en projet.

Observations particulières

Préambule

1. L'alinéa 3 du préambule doit être omis car la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis ne peut servir de fondement juridique au projet.

2. Il convient, par contre, de viser l'arrêté royal du 26 mai 2002 relatif au système de contrôle interne au sein de certains services du pouvoir exécutif fédéral puisqu'il est modifié par le projet.

3. En outre, conformément aux règles usuelles de légistique formelle ⁽⁴⁾, lorsqu'un rapport au Roi, destiné à la publication, précède l'arrêté, les considérants deviennent inutiles.

En tout état de cause, l'attention de l'auteur du projet est enfin attirée sur ce que le rapport au Roi, en son alinéa 4, se réfère expressément à la police fédérale alors que l'article 1^{er} du projet ne vise pas celle-ci.

À ce sujet, la section de législation du Conseil d'État a relevé, dans son avis 42.545/4 précité, qu'à défaut pour les auteurs du projet de pouvoir invoquer un

⁽⁴⁾ Voir la circulaire de légistique - recommandations et formules, novembre 2001, spéc. p. 32 (www.raadvst-consetat.be).

fondement légal pertinent ⁽⁵⁾, le projet d'arrêté ne pourrait être rendu applicable à la police fédérale.

Dispositif

Articles 4, 6, 7 et 10

Ces dispositions sont relatives à l'apparition dans le chef d'un membre du Comité d'audit d'un conflit d'intérêt dont l'article 4, § 2, alinéa 2, prévoit qu'il doit en être fait mention dans le procès-verbal ou le compte-rendu de la réunion ou la délibération lorsque ce conflit d'intérêt apparaît au cours du mandat.

Faut-il comprendre que lorsque ce conflit d'intérêt est permanent, il doit être conformément à l'article 6, alinéa 2, du projet, à l'origine de la démission du membre, ou conformément à l'article 7, alinéa 2, du projet, constituer un cas de révocation de celui-ci.

Les textes examinés sont en défaut de préciser l'importance que doit avoir ce conflit d'intérêt par rapport aux conséquences qu'il y a lieu d'en tirer.

S'agissant cette fois d'un conflit d'intérêt ponctuel, suffit-il que dans le respect de l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, du projet, le membre s'abstienne de participer à la réunion ou doit-il démissionner, conformément à l'article 6, alinéa 2 ?

Le rapport au Roi doit être complété pour clarifier ces questions.

Article 7

À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'omettre la dernière phrase, qui est inutile. En effet cette exigence est déjà imposée par la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

⁽⁵⁾ Dans le même avis, la section de législation a observé que l'article 142 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, ne peut constituer le fondement légal requis.

Article 12

Il est renvoyé à l'observation générale 1.

Article 14

L'article 14 du projet institue une obligation de secret sur les affaires pour lesquelles le Comité d'audit est compétent. Il prévoit toutefois que cette obligation de secret ne peut être opposée à l'inspection des finances, à la Cour des comptes et aux autres organes de contrôle externe pour les matières qui relèvent de leur compétence.

Le rapport au Roi précise que cette obligation de secret se justifie par le fait que les membres du Comité d'audit de l'Administration fédérale ne sont pas liés par un contrat de travail ni par une réglementation professionnelle qui les astreint au secret professionnel.

Or, il ne revient pas au Roi d'étendre le champ d'application de l'article 458 du Code pénal.

Cette "obligation de secret" ne peut de toute façon pas être opposée aux "organes de contrôle externe" pour les matières qui relèvent de leur compétence et qui sont déterminées par la loi.

Il y a lieu dès lors lieu d'imposer un devoir de confidentialité plutôt qu'une obligation de secret et de compléter le rapport au Roi sur ce point.

Article 15

Au paragraphe 2, il y a lieu d'écrire à l'instar de ce qui est prévu à l'article 15, § 1^{er}, du projet, que le règlement d'ordre intérieur est approuvé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Article 16

Il y a lieu d'écrire au paragraphe 2 :

"La section 4 du chapitre I^{er}, comprenant les articles 8*bis* et 8*ter* et l'article 10, alinéa 3, du même arrêté, sont abrogés."

Article 21

Dans la version française, au 2/, il y a lieu d'écrire "les cinq derniers mots" (cfr article 22 du projet).

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.767/4
VAN 2 MEI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 4 april 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot oprichting van het Auditcomité van de Federale overheid (ACFO)", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat kan worden nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Artikel 12, eerste lid, van het ontwerp bepaalt :

"Het Auditcomité van de federale overheid onderschrijft de beroepsnormen die op internationaal of Europees vlak zijn erkend inzake interne auditpraktijk. Deze normen worden eventueel verduidelijkt of aangevuld door de wet- en regelgeving die geldt voor de Belgische federale staat. [...]."

.../...

In het bijgaande verslag aan de Koning wordt het volgende gepreciseerd :

"Artikel 12 dient dus samen gelezen te worden met het koninklijk besluit van */*/* betreffende de activiteiten van interne audit binnen sommige diensten van de federale uitvoerende macht. Dat bepaalt dat de interne auditactiviteiten dienen uitgevoerd te worden met respect voor de professionele normen aanvaard op internationaal en Europees niveau (normen en deontologische code van het Institute of Internal Auditors voor de professionele uitvoering van interne audit)."

Een zodanige bepaling is te vaag; de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft daar trouwens reeds op gewezen in haar advies 42.545/4, op 16 april 2007 verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 mei 2002 betreffende het Intern controlesysteem binnen de federale overheidsdiensten", alsmede in haar advies 42.766/4, heden verstrekt over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de activiteiten inzake interne audit binnen sommige diensten van de federale uitvoerende macht".

In de tekst van artikel 12, eerste lid, van het ontwerp zou dus nauwkeuriger moeten worden bepaald om welke internationale en Europese normen het gaat en zou, in voorkomend geval, de Minister van Begroting machtiging moeten worden verleend om de lijst ervan aan te vullen.

2. Luidens artikel 1 van het ontwerp is dit besluit bedoeld om te worden toegepast zowel op de diensten van het algemeen bestuur als op andere in dit artikel op limitatieve wijze opgesomde diensten.

Voor de diensten van het algemeen bestuur (federale overheidsdiensten, federale programmatorische overheidsdiensten en Ministerie van Landsverdediging), verlenen de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet de Koning de bevoegdheid om de organisatie van die diensten te regelen ⁽¹⁾. Zowel in de rechtspraak als in de

⁽¹⁾ Zie advies 37.904/4, op 22 december 2004 verstrekt over een voorstel van wet "tot oprichting van een FOD Migratie, tot afschaffing van de Dienst Vreemdelingenzaken en tot overheveling van de taken inzake het vreemdelingen- en het asielbeleid van de FOD Binnenlandse Zaken naar de FOD Migratie" (Parl. St., Kamer, 2004/2005, nr. 1465/002).

rechtsleer wordt uit de voormelde grondwetsbepalingen afgeleid dat het oprichten en organiseren van de diensten van algemeen bestuur uitsluitend zaak van de Koning is ⁽²⁾.

De Regie der Gebouwen, het Federaal Planbureau, het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers, de Pensioendienst voor de Overheidssector en het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten zijn instellingen van openbaar nut (met rechtspersoonlijkheid), ingedeeld bij categorie A, zoals bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft er evenwel herhaaldelijk op gewezen dat het aan de wetgever staat de kernpunten te regelen van de organisatie, de werkwijze en de controle van de instellingen van openbaar nut.

De wet van 16 maart 1954 bevat geen enkele machtiging aan de Koning wat betreft het interne controlesysteem van de instellingen van openbaar nut. Van de bepalingen waarnaar in de aanhef wordt verwezen bepaalt alleen artikel 6 van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der gebouwen, uitdrukkelijk het volgende :

"De Regie organiseert een interne controle en een interne audit. De organisatie en de structuur hiervan worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad."

Aangezien de Koning evenwel, bij artikel 2, tweede lid, van de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het federaal Agentschap voor de Veiligheid van de voedselketen, artikel 63 van de programmawet van 19 juli 2001 (voor het Federaal

⁽²⁾ Zie inzonderheid : arrest van het Arbitragehof, nr. 99/2004 van 2 juni 2004, overweging B.6.2.; J. VELAERS, De Grondwet en de Raad van State, afdeling wetgeving, Maklu, Antwerpen, 1999, blz. 369; F. Delperée, Le droit constitutionnel de la Belgique, Bruylant, Brussel, 2000, § 898.

Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers)⁽³⁾, artikel 30 van de wet van 12 januari 2006 houdende oprichting van de "Pensioendienst voor de Overheidssector" en artikel 22 van de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, gemachtigd is om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de organisatie en de werkwijze te regelen van verschillende instellingen van openbaar nut, kunnen deze artikelen niettemin ook als rechtsgrond dienen voor het ontworpen besluit.

Wat het Federaal Planbureau betreft levert artikel 124 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. Het derde lid van de aanhef moet vervallen daar de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid geen rechtsgrond kan opleveren voor het ontwerp.

2. Daarentegen dient wel verwezen te worden naar het koninklijk besluit van 26 mei 2002 betreffende het Intern controlesysteem binnen de federale overheidsdiensten, aangezien dit besluit bij het ontwerp wordt gewijzigd.

⁽³⁾ De stellers van het ontwerp worden er evenwel op gewezen dat dit artikel 63 wordt opgeheven bij artikel 70 van de wet van 12 januari 2007 betreffende de opvang van asielzoekers en van bepaalde andere categorieën van vreemdelingen en dit, overeenkomstig artikel 74 van dezelfde wet op een door de Koning te bepalen datum. Op diezelfde datum zal de rechtsgrond van het ontworpen besluit, wat het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers betreft, worden opgeleverd door artikel 55, tweede lid, van de voormelde wet van 17 januari 2007.

3. Voorts worden, overeenkomstig de gewone regels van de wetgevingstechniek ⁽⁴⁾, overwegingen overbodig wanneer het besluit voorafgegaan wordt door een verslag aan de Koning dat bestemd is voor publicatie.

Hoe dan ook worden de stellers van het ontwerp erop gewezen dat in het vierde lid van het verslag aan de Koning uitdrukkelijk wordt verwezen naar de federale politie, terwijl daarvan geen sprake is in artikel 1 van het ontwerp.

In dat verband heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State in haar voormelde advies 42.545/4 opgemerkt dat, aangezien de stellers van het ontwerp geen relevante rechtsgrond kunnen aanvoeren ⁽⁵⁾, het ontwerpbesluit niet van toepassing kan worden verklaard op de federale politie.

Dispositief

Artikelen 4, 6, 7 en 10

Deze bepalingen hebben betrekking op het rijzen van een belangenconflict ten aanzien van een lid van het auditcomité; artikel 4, § 2, tweede lid, bepaalt hieromtrent dat melding ervan moet worden gemaakt in de notulen of het verslag van de vergadering of de beraadslaging wanneer dit belangenconflict zich voordoet in de loop van het mandaat.

Moet dit zo worden verstaan dat wanneer dat belangenconflict permanent is, het overeenkomstig artikel 6, tweede lid, van het ontwerp, aan de basis moet liggen van het ontslag van het lid, ofwel dat het, overeenkomstig artikel 7, tweede lid, van het ontwerp, een geval van afzetting van dat lid moet vormen ?

⁽⁴⁾ Zie circulaire wetgevingstechniek - aanbevelingen en formules, november 2001, inz. blz. 32 (www.raadvst-consetat.be).

⁽⁵⁾ In hetzelfde advies heeft de afdeling wetgeving opgemerkt dat artikel 142 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, niet de vereiste rechtsgrond kan opleveren.

De voorliggende teksten preciseren niet welke omvang dit belangenconflict moet hebben ten aanzien van de consequenties die eruit dienen te worden getrokken.

Wanneer het echter gaat om een incidenteel belangenconflict, volstaat het dan dat het lid, overeenkomstig artikel 10, § 1, tweede lid, van het ontwerp, niet deelneemt aan de vergadering of moet hij overeenkomstig artikel 6, tweede lid, zijn ontslag indienen ?

Het verslag aan de Koning moet worden aangevuld om deze vragen toe te lichten.

Artikel 7

In het eerste lid dient de laatste zin als overbodig te vervallen. Dit vereiste wordt immers reeds opgelegd bij de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Artikel 12

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1.

Artikel 14

Artikel 14 van het ontwerp voert een geheimhoudingsplicht in voor de aangelegenheden waarvoor het auditcomité bevoegd is. Het bepaalt evenwel dat deze geheimhoudingsplicht niet kan worden tegengeworpen aan de inspectie van financiën, het Rekenhof en andere externe controleorganen voor de aangelegenheden waarvoor deze bevoegd zijn.

In het verslag aan de Koning wordt gepreciseerd dat deze verplichting tot geheimhouding gerechtvaardigd wordt door het feit dat "de leden van het Auditcomité voor de federale overheid niet gebonden zijn door een arbeidscontract noch door een professionele reglementering die ze tot geheimhouding verplicht".

Het staat evenwel niet aan de Koning de werkingssfeer van artikel 458 van het Strafwetboek uit te breiden.

Deze "verplichting tot geheimhouding" kan hoe dan ook niet worden tegengeworpen aan "externe controleorganen voor de aangelegenheden die behoren tot hun bevoegdheid" en die bij de wet worden bepaald.

Bijgevolg dient een verplichting tot vertrouwelijkheid te worden opgelegd in plaats van een verplichting tot geheimhouding en dient het verslag aan de Koning op dat punt te worden aangevuld.

Artikel 15

In paragraaf 2 schrijve men net als in artikel 15, § 1, van het ontwerp, dat het huishoudelijk reglement wordt goedgekeurd bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Artikel 16

Men schrijve in paragraaf 2 :

"Afdeling 4 van hoofdstuk I, waarin de artikelen 8*bis* en 8*ter* zijn vervat en artikel 10, derde lid, van hetzelfde besluit , worden opgeheven."

Artikel 21

In de Franse versie schrijve men in onderdeel 2/ "les cinq derniers mots" (cf. artikel 22 van het ontwerp).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE